



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
28 février 2017

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

SYRIE, MIGRANTS : UN GOUVERNEMENT HYPOCRITE ET CYNIQUE

Le discours hypocrite de Macron, mercredi 21 février, faisant la morale pour demander une trêve en Syrie, tombait le jour même où son ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, présentait son nouveau projet de loi pour fermer davantage la porte aux migrants, et accentuer ici la chasse aux immigrés.

Conseil de sécurité... des riches contre les pauvres

Il a fallu des jours, alors que les bombes du régime syrien faisaient des centaines de morts dans la région de la Ghouta, banlieue de Damas, avant que les palabres à l'ONU entre grands de ce monde aboutissent à un appel à la trêve. Une trêve dont on ne sait ni si elle prendra effet un jour, ni si elle laisserait passer quelques secours humanitaires pour ceux qui vivent sous les décombres.

Pourquoi tant de tergiversations ? Parce que les grandes puissances, celles qui ont droit de veto sur toute décision de l'ONU, sont complices du massacre. La Russie soutient le dictateur Assad. Mais les États-Unis ou la France, qui le condamnent, mènent depuis des années leurs propres guerres dans la région pour le contrôle du pétrole, et sont alliés au dictateur turc Erdoğan que Macron a reçu récemment à Paris. Cet Erdoğan qui, lui, envoie ses chars au nord de la Syrie pour massacrer la population kurde, trop proche des Kurdes de Turquie contre lesquels il mène aussi guerre et répression.

Celles et ceux à qui on ferme les portes...

Ces guerres, dont des images défilent tous les jours à la télé, ont jeté hors de chez eux des hommes, femmes et enfants qui s'entassent par millions dans des camps, dans les pays voisins. Il y a plus de 3 millions de réfugiés syriens en Turquie, 1,3 million au Liban, petit pays qui compte dix fois moins d'habitants que la France, 600 000 en Jordanie... Mais à ceux qui tentent de gagner des pays plus riches, comme aux travailleurs africains qui fuient eux aussi des guerres, des dictatures et la misère, l'Europe ferme ses frontières, les laissant mourir en Méditerranée ou dans les cols des Alpes. La France des Sarkozy, Hollande et maintenant Macron, en tête.

Car la France a beau être déjà le pays d'Europe le plus mesquin en matière d'accueil, le ministre de l'In-

térieur veut encore renforcer les lois contre l'immigration. Son projet entend réduire les délais dont les réfugiés disposent pour faire une demande d'asile ou un recours en cas de refus, les empêchant de faire valoir leurs droits. Par contre, il compte prolonger de 45 à 135 jours la durée maximale de maintien en centre de rétention d'immigrés sans papiers que le gouvernement ne peut pas expulser. Passer en douce la frontière deviendrait un crime passible d'un an d'emprisonnement et 3 750 € d'amende. Quant aux travailleurs immigrés sans papiers, que les patrons, notamment dans le bâtiment, exploitent sans merci à des travaux durs et mal payés, ils seraient passibles de cinq ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende pour travailler avec des papiers qui ne sont pas les leurs, ce qui est toléré à ce jour... dans la mesure où les patrons eux-mêmes les y incitent.

Liberté de circulation et d'installation pour tous

Ce projet scandaleux suscite l'opposition dans les rangs même de la majorité macroniste, jusqu'au Conseil d'État qui la juge inutile ! Et ce ne sont pas quelques mesurées, prétendues humanitaires, comme des cours de français supplémentaires donnés à des migrants, qui feront avaler la nouvelle loi.

Pour se justifier, Collomb prétend qu'il ne ferait que suivre l'opinion publique. L'opinion des partisans de Le Pen et Wauquiez ? Mais l'opinion publique, ce sont aussi ces habitants des Alpes qui bravent la loi pour porter secours aux migrants. Ce sont aussi ceux de Calais qui ont manifesté sans relâche contre la destruction des refuges et les expulsions, ceux de Caen ou Ouistreham qui, avec la même colère, sont descendus récemment dans la rue.

**C'est avec le meilleur de l'opinion publique
que nous manifesterons SAMEDI 17 MARS À
PARIS contre le racisme, pour la liberté de circu-
lation et d'installation.**

Ce n'est pas trop tôt

Ça faisait déjà plusieurs mois que de gros sacs à gravats traînaient dans le bâtiment K. Depuis peu, on commence à en enlever. Tant mieux, parce que la poudre blanche qu'ils contiennent – des résidus de silice produits par une grenailleuse en cours de démontage – n'est pas précisément bonne pour la santé...

Les boucs-émissaires ne trinqueront pas toujours

Au Montage des pivots, un accident a eu lieu il y a environ un mois. Un salarié était entré dans une cabine pour réparer une machine. Son badge de sécurité ayant été mal positionné, un autre salarié qui ne savait pas qu'il était dans la cabine a remis la machine en marche, ce qui blessé le premier salarié à la cheville. Celui-ci a écopé d'un jour de mise à pied, comme si sa cheville blessée ne suffisait pas à son malheur. Quant à l'autre salarié, à qui on ne peut reprocher que d'avoir cherché à remettre en route une machine arrêtée, il prend deux jours de mise à pied.

Moralité : on y réfléchira à deux fois avant d'essayer de régler les problèmes...

Tous visés, tous concernés... par la riposte

Les RU seraient trop nombreux, d'après la direction de notre site. Ceux qui travaillent dans les secteurs en déménagement ne sont pas assurés de retrouver un poste équivalent ailleurs. On leur « propose » des missions qui les baladent ici et là... avant un retour sur le tas ? Pour les maintenanciers, c'est pareil : missions liées au déménagement, et grand flou après.

Pour ne pas faire les frais du compactage, c'est tous ensemble qu'il faut demander des comptes à la direction.

Rhabillé pour l'hiver

Vendredi dernier, le ministre de l'économie Bruno Lemaire était à l'usine de PSA Mulhouse pour faire le beau à côté de Carlos Tavares devant les caméras. Il est tombé sur un groupe d'ouvriers qui lui a dit ses 4 vérités : « *Vous êtes encore venu ici pour faire des cadeaux aux patrons ?* », « *Comment se fait-il que cette entreprise continue à supprimer des emplois alors qu'elle gagne des milliards d'euros ? On ne voit pas de retour. Pendant ce temps, on nous augmente de 19 euros !* »... Tavares s'est enfui et a laissé seul son ami ministre face aux salariés. Sympa !

PSA a dû abrégé la visite après cet accueil. Le ministre lui n'aura pas froid ces prochains jours.

La voie à suivre

Mercredi 31 janvier, entre 19h et 22h, une ving-

taine de travailleurs du secteur DV22 de PSA-Trémery ont débrayé contre les heures supplémentaires et pour des embauches immédiates. Certains peuvent penser que ça ne sert pas à grand-chose, puisqu'il est clair que ça ne peut suffire à infléchir la direction du site et encore moins de PSA.

Mais débrayer, c'est déjà montrer qu'on n'est pas d'accord. Et si ces débrayages se généralisent partout, ce qui est impensable aujourd'hui deviendra réalité demain.

Questions-piège

Où se situe le Zimbabwe ? Des questions sur la série télé *Friends*, sur le basket NBA... Ce n'est pas le test pour passer à *Questions pour un champion*, mais pour sélectionner parmi les CI et les mécaniciens du secteur Peinture de PSA-Poissy les futurs PSP (pilotes de système de production).

Traiter des ouvriers professionnels avec parfois 20 ou 30 ans d'expérience comme des écoliers, c'est déjà limite. Mais si pour les perdants ça se termine façon *Le Maillon faible*, il y a vraiment de quoi voir rouge...

Gel des salaires à PSA Rennes

Les salariés de Rennes viennent d'apprendre qu'ils ne fabriqueraient pas la nouvelle 508, qui sera faite à Mulhouse. Ils produisent pour quelques mois encore l'ancienne 508, mais à très faible cadence : 70 véhicules sortent tous les jours de l'usine, bien loin des 450 des débuts.

On leur a imposé depuis 2013 un plan de « compétitivité » avec un gel des salaires qu'ils subissent encore aujourd'hui, en échange de soi-disant investissements. Mais entre-temps les effectifs n'ont cessé de fondre : de 10 000 salariés, il y a quinze ans, l'usine est passée à un peu moins de 2 000.

Lors de ces chantages, les salariés sont toujours perdants... à moins qu'ils ne ruent dans les brancards.

Les apprentis chair à patron

Vendredi 9 février, le gouvernement a présenté sa réforme de l'apprentissage.

La ministre du travail, Muriel Pénicaud, applaudie par le Medef, en a déroulé les vingt mesures : possibilité de faire travailler les apprentis 40 heures par semaine, le tout avec des horaires élargis, et de les licencier avant la fin de leur contrat sans avoir à saisir les Prud'hommes : le patronat a des raisons de se réjouir !

S'ajoute à cela l'accroissement de sa mainmise sur le financement des CFA (centres de formation d'apprentis). Là encore la logique est la même : toujours moins de formation et d'accès à la culture pour la jeunesse ouvrière et toujours plus de main d'œuvre prête à l'emploi pour les patrons !